



Le 7 Janvier, 2008

**OBSERVATIONS DE TDF SUR LE PROJET DE  
DECISION DE L'ARCEP PORTANT SUR LES  
OBLIGATIONS DE COMPTABILISATION DES  
COUTS ET DE SEPARATION COMPTABLE  
IMPOSEES A TDF**

## SOMMAIRE

<b>A. Dans son projet de séparation comptable, l'ARCEP change implicitement le périmètre des marchés pertinents .....</b>	<b>3</b>
1. Rappel des obligations de l'analyse des marchés et des objectifs de la séparation comptable	3
2. L'Autorité introduit de nouveaux raisonnements concurrentiels et demande à TDF des comptes de résultats par segments de marché .....	5
3. L'Autorité révisé de fait, et sans démonstration, le périmètre du marché pertinent .....	6
<b>B. Le projet de séparation comptable en l'état est disproportionné .....</b>	<b>7</b>
1. Demander des restitutions par segments de marché est disproportionné par rapport à la taille du marché et aux objectifs de l'ARCEP .....	7
2. Une segmentation des signaux de coûts comporte toujours des biais incompatibles avec des demandes de stabilité tarifaire .....	8
2.1. Les coûts fixes varient d'un site à l'autre indépendamment du service rendu .....	9
2.2. L'allocation des coûts dépend de paramètres très variables d'un site à l'autre, mais indépendants du service rendu .....	9
3. Une telle segmentation n'est pas une pratique de l'ARCEP sur les autres marchés régulés français.....	10
4. Un dispositif disproportionné par rapport aux régulations du segment terrestre du marché 18 à l'étranger .....	11
5. Les obligations de publication désavantagent le groupe TDF au niveau français et européen	12
<b>C. La segmentation par phases proposée par l'ARCEP ne répond en tout cas à aucun objectif de régulation .....</b>	<b>14</b>
<b>D. Conclusion : TDF demande à l'ARCEP une mise en œuvre de la séparation comptable plus proportionnée et conforme aux objectifs de régulation édictés en 2006 .....</b>	<b>18</b>
<b>Annexe 1 : éléments des données couvertes par le secret des affaires .....</b>	<b>19</b>
<b>Annexe 2 : coquilles relevées dans le projet de l'Autorité et remarques diverses .....</b>	<b>21</b>

Obligation résultant de l'analyse du marché 18, la mise en œuvre d'un système de séparation comptable et de comptabilisation des coûts est un outil comptable et économique supplémentaire que TDF est amené à mettre en œuvre dans les prochains mois.

Pour que ce système joue son rôle d'indicateur de signaux de coûts pertinents, utilisables par la régulation comme par l'entreprise, il importe donc qu'il soit correctement défini suivant les bonnes pratiques comptables. Il doit aussi répondre aux objectifs fixés par l'Autorité dans son analyse des marchés.

Toutefois, le projet de décision soumis à consultation publique, à travers son dispositif et les motivations que l'ARCEP en donne, sort du cadre d'une simple décision de mise en œuvre de la séparation comptable et de la comptabilisation des coûts.

En demandant l'établissement de comptes séparés à une échelle subnationale, suivant deux axes de segmentation, et en s'efforçant d'étayer cette demande de justifications concurrentielles ciblées, l'ARCEP procède de fait à une nouvelle analyse concurrentielle et à une segmentation géographique du périmètre du marché pertinent.

TDF doute que l'Autorité puisse légalement procéder, sans démonstration et hors de toute révision officielle de l'analyse du marché, à une telle segmentation, qui revient de fait à une redéfinition du marché pertinent.

De plus, le croisement des deux axes d'analyse proposés réduit l'examen des coûts et revenus au périmètre d'une poignée de sites. Cette micro-segmentation, effectuée sur un marché de petite taille et qui ne répond pas aux principaux objectifs de la séparation comptable, est disproportionnée par rapport à l'objectif affiché de vérifier la non-excessivité des tarifs de TDF.

Elle l'est d'autant plus que l'ARCEP ne procède de la sorte sur aucun autre marché, dans des circonstances pourtant comparables. Ce n'est pas non plus l'exemple donné à l'étranger sur le même marché, dans des situations pourtant toujours nettement moins concurrentielles.

TDF note en particulier que l'un des axes de segmentation proposé, à savoir les phases de déploiement de la TNT définies par le CSA, est sans aucun rapport avec le critère d'analyse avancé par l'ARCEP, à savoir la répliquabilité des sites de TDF.

Enfin, TDF rappelle que la publication de données comptables chiffrées ou d'une synthèse de rapport d'audit ne sert aucune mission de régulation de l'Autorité. Concernant le secret des affaires, TDF demande donc une égalité de traitement notamment avec ses principaux concurrents européens.

#### **A. Dans son projet de séparation comptable, l'ARCEP change implicitement le périmètre des marchés pertinents**

##### **1. *Rappel des obligations de l'analyse des marchés et des objectifs de la séparation comptable***

À l'issue de son analyse des marchés, l'ARCEP a imposé dans sa décision 06-0161 plusieurs obligations à TDF :

- une obligation de séparation comptable et de comptabilisation des coûts, dont la définition devait être précisée dans une décision ultérieure (le projet de décision objet de la présente consultation) ;
- l'obligation de faire droit à toute demande raisonnable d'accès ;
- l'obligation de fournir les prestations de gros suivant des conditions non-discriminatoires ;
- une obligation de transparence et de publication de ses offres de gros ;
- l'interdiction des tarifs excessifs ou d'éviction pour les offres de gros ;
- la transmission de protocoles de cession internes.

Sur l'obligation de séparation comptable, l'Autorité avait clairement défini dans sa décision 06-0161 du 6 avril 2006, p. 7, les deux objectifs qu'elle devait poursuivre :

- absence de subventions croisées entre le numérique et l'analogique et les autres activités de TDF : « identifier la manière dont se répartissent les coûts entre les segments analogique et numérique, ainsi que les autres activités de TDF comme la prestation de services pour opérateurs de communications électroniques »
- respect de la non-discrimination : « permettre de distinguer les prestations que TDF se livre à elle-même pour proposer des offres de diffusion aux éditeurs ou aux opérateurs de multiplexe,



*de celles qu'elle propose sur le marché de gros à des diffuseurs concurrents, afin notamment de s'assurer du respect de l'obligation de non-discrimination, lorsqu'elle s'applique. »*

Ces objectifs répondaient point à point aux deux craintes que l'Autorité avait émises quant aux abus que TDF pourrait être tentée de commettre, à savoir :

- « *TDF pourrait ainsi être tentée d'user de l'influence significative qu'elle exerce sur le marché de gros amont pour tenter d'évincer ses concurrents du marché de gros aval par le biais de subventions croisées ou de pratiques de ciseau tarifaire. »*
- « *TDF pourrait être tentée de pratiquer des subventions croisées entre l'infrastructure destinée à fournir des prestations sur le marché de la diffusion hertzienne terrestre de télévision en mode analogique, marché sur lequel seul TDF est présent, et son activité de vente de services de diffusion de télévision hertzienne terrestre en mode numérique à des opérateurs de multiplexe, marché sur lequel se développe une concurrence. »*

Ces deux objectifs de la séparation comptable ont été confirmés par le Conseil de la Concurrence et le CSA, comme le rappelle l'ARCEP dans la même décision :

*« Dans son avis n°06-A-01 susvisé, le Conseil de la concurrence partage la position de l'Autorité. Il considère en effet que "la priorité devrait être mise sur l'obligation de séparation comptable à l'égard de TDF, seul acteur à disposer d'une influence significative sur le marché, de manière à faire apparaître clairement la manière dont se répartissent les coûts :*

- *entre la diffusion de la télévision analogique et celle de la TNT ;*
- *entre les activités de diffusion et les autres activités de TDF"*

*[...] En l'espèce, une telle obligation de séparation comptable devrait garantir également que les prestations que TDF se livre à elle-même afin de servir le marché aval sont identiques aux offres qu'elle propose sur le marché de gros aux autres diffuseurs. »*

Le CSA rappelait de même dans son avis du 6 décembre 2005 :

*« Compte tenu de l'organisation du métier de la diffusion, et pour éviter les subventions croisées, le CSA approuve les propositions de l'Arcep de mettre en place une mesure de séparation comptable entre, d'une part, la diffusion en mode analogique et, d'autre part, la diffusion en mode numérique. »*

Ces objectifs étaient enfin en ligne avec les consignes que la Commission européenne énonce dans sa recommandation 2005-698-CE sur les objectifs des obligations de séparation comptable et de comptabilisation des coûts.

Sur la comptabilisation des coûts, la Commission précise (art. 1) qu'elle « a pour but de garantir que les opérateurs notifiés appliquent des critères équitables, objectifs et transparents pour allouer leurs coûts aux services fournis dans le cas où ils sont soumis à des obligations de contrôle des prix ou d'orientation des prix vers les coûts. »

Quant à la séparation comptable, il est précisé qu'elle s'effectue entre les différentes activités d'une entreprise intégrée (notamment verticalement) :

*« L'obligation de séparation comptable a pour objet de conférer aux informations un niveau de détail plus élevé que celui qui ressort de la comptabilité sociale de l'opérateur notifié, de représenter le plus fidèlement possible le comportement de parties de l'entreprise de l'opérateur notifié comme si elles avaient fonctionné en qualité d'entreprises distinctes et, dans le cas d'entreprises verticalement intégrées, d'empêcher les discriminations en faveur de leurs propres activités et les subventions croisées abusives. »*

Dans cette définition, la mention des subventions croisées abusive fait clairement référence aux subventions éventuelles entre activités amont et aval d'une entreprise verticalement intégrée, étant habituellement supposé que l'entreprise est dominante sur le marché amont et mise en concurrence sur le marché aval.

Plus loin, la Commission précise d'ailleurs que les comptes de résultats doivent être rattachés aux entités pertinentes de l'entreprise, qui sont définis sur la base des marchés et services pertinents identifiés : « *Il est recommandé que les opérateurs notifiés soumis à des obligations de séparation comptable publient un compte de résultat et un rapport relatif au capital engagé pour chacune des entités pertinentes au regard de la réglementation (sur la base des marchés et des services pertinents).* », ce qu'elle confirme dans son annexe relative aux exigences en matière de restitutions



en précisant que l'établissement des comptes de résultat de restitution sont « pour les services/marchés pertinents ».

La Commission confirme par ailleurs les raisons pour lesquelles une Autorité nationale peut exiger des états de restitutions plus détaillés :

*« Le niveau de détail suffisant des informations communiquées devrait permettre de vérifier qu'il n'y a eu aucune discrimination induite entre les services fournis de façon interne et ceux fournis à l'extérieur, et de déterminer le coût moyen des services et le mode de calcul appliqué pour déterminer les coûts. Lorsqu'elles communiquent des informations à ces fins, les autorités réglementaires nationales devraient prendre dûment en compte les impératifs du secret des affaires. »*

Les informations plus détaillées que la Commission précise pouvoir être demandées sont donc destinées à vérifier soit la non-discrimination entre la fourniture de prestations en interne et en externe, soit le coût moyen des services fournis. En aucun cas, la Commission ne prévoit que le détail des informations puisse permettre de vérifier des variations de ce coût suivant des critères par exemple géographiques, ni de permettre d'établir des comptes de résultat par segments géographiques, quand ils ne correspondent pas à des marchés pertinents.

## **2. L'Autorité introduit de nouveaux raisonnements concurrentiels et demande à TDF des comptes de résultats par segments de marché**

Dans le projet actuellement soumis à consultation publique, l'Autorité rappelle son analyse des marchés, en précisant que « une telle influence significative exercée [par TDF] sur le marché de gros amont pourrait être utilisée au détriment des concurrents sur le marché de gros aval, par le biais de subventions croisées abusives entre l'activité de vente de services de diffusion de télévision analogique terrestre, en quasi monopole, et celle de télévision numérique terrestre (TNT), sur laquelle une concurrence émerge ».

Toutefois, elle rajoute, sans lien avec toutes les précédentes analyses et les objectifs de la séparation comptable de son analyse du marché rappelées en §1, que : « d'éventuelles subventions croisées abusives pourraient également apparaître entre des sites peu ou pas reproductibles et des sites plus aisément reproductibles. Les éventuelles distorsions concurrentielles peuvent être mises sous surveillance grâce à l'imposition d'une obligation de séparation comptable. »

Cette nouvelle notion, qui revient à une segmentation du marché suivant des critères de degré de reproductibilité supposée des sites, est ensuite explicitée dans le paragraphe « dispersion des coûts et des recettes et vérification de l'absence de subventions croisées abusives » :

*« L'un des objectifs de la séparation comptable est de vérifier l'absence de subventions croisées abusives. Or le marché de la diffusion numérique terrestre étant un marché à la maille des sites de diffusion, en ce sens que l'arbitrage "make or buy" est effectué par les concurrents de TDF pour chacun des sites, et non nationalement, ou pour des groupes de sites, il existe un intérêt pour TDF à pratiquer de subventions croisées abusives. De telles subventions croisées permettraient ainsi à TDF de pratiquer des tarifs excessifs sur les sites peu ou pas répliquables, tel que des sites de grande hauteur, et de profiter de ces recettes pour couvrir des déficits qui apparaîtraient sur des sites plus répliquables, dont les tarifs bas, conduiraient à évincer les diffuseurs alternatifs. »*

Cette nouvelle segmentation du marché et ce diagnostic nouveau sur les possibilités de problèmes concurrentiels, fait alors l'objet d'une demande de constitution de comptes de résultats à une échelle subnationale, correspondant à ces nouveaux marchés pertinents :

*« Une approche comptable qui adopterait uniquement une vision en moyenne nationale, sans tenir compte d'une certaine disparité autour de cette moyenne, ne permettrait pas d'observer ce type de pratique. »*

Le périmètre exact de ces marchés pertinents est d'ailleurs défini techniquement plus loin :

*« Ces restitutions devront être fournies d'une part en fonction du type de site et de leur hauteur (tour béton, haubanée, autoportée) et d'autre part en fonction de la phase de déploiement TNT à laquelle le site appartient (ces deux fiches figurent en annexe III de la présente décision). »*



En conséquence, l'ARCEP demande à TDF des comptes de résultats à l'échelle de ces nouveaux segments de marché géographiques. Ils ne sont pas nommés « comptes de résultat », mais correspondent bien à ces comptes, pour ce qu'ils sont la comparaison de coûts et recettes et que l'Autorité indique pouvoir en tirer des conclusions concurrentielles :

par type de site	Coût total des sites	dont alloués à la TNT	Recettes liées à la TNT
Tour Béton			
Haubanés supérieurs à 170 mètres			
Haubanés inférieurs à 170 mètres			
Autostables supérieurs à 40 mètres			
Autostables inférieurs à 40 mètres			

par phase	Coût total des sites	dont alloués à la TNT	Recettes liées à la TNT
Phase 1			
Phase 2			
Phase 3			
Phase 4			
Phase 5			
Phase 6			
Phase 7			
Phases ultérieures (à définir)			

Figure 1 : double segmentation proposée par l'ARCEP pour la restitution des coûts et recettes

Pour TDF, ces demandes de segmentation géographique des comptes de résultats ne sont pas une simple mise en œuvre des obligations de séparation comptable et de comptabilisation des coûts. La demande de comptes de résultat par segments de marché n'est en effet pas prévue par les textes officiels (la recommandation de la Commission prévoit que le niveau de détail doit permettre de vérifier le coût moyen des services et que les comptes de résultats doivent être reliés avec les notions de périmètre du marché).

Ces demandes et leur argumentaire concurrentiel reviennent plutôt à une redéfinition du marché pertinent.

### 3. L'Autorité révisé de fait, et sans démonstration, le périmètre du marché pertinent

L'ARCEP procède de fait à une nouvelle analyse concurrentielle du marché.

Alors qu'elle avait défini, dans son analyse, un marché pertinent de taille nationale, elle estime désormais que « le marché de la diffusion numérique terrestre [est] un marché à la maille des sites de diffusion ».

Elle explique en outre que l'observation de différences comptables pourra être interprétée comme l'existence de subventions croisées abusives, notion faisant bien référence, en droit de la concurrence, à des marchés pertinents différents.

Or ce n'est qu'après la délimitation rigoureuse du périmètre du marché pertinent, et non sur un périmètre arbitraire, qu'une autorité de concurrence peut procéder à d'éventuels calculs comptables et vérifications de différences coûts-recettes et les utiliser pour instruire un examen de comportement anticoncurrentiel. Un calcul de marges sur un certain périmètre de produits n'a en effet aucun sens pris isolément : il n'a de sens pour le droit de la concurrence que s'il est effectué sur un périmètre dûment défini en fonction des caractéristiques du marché et de l'état de la concurrence, ce qui est réalisé principalement par la délimitation correcte du marché pertinent.<sup>1</sup>

TDF souhaite rappeler qu'en ce qui concerne la régulation *ex ante*, la définition du périmètre d'un marché pertinent, ou la segmentation ultérieure d'un marché prédéfini par la Commission dans sa recommandation, n'est pas une simple mesure réglementaire, mais qu'elle est légalement encadrée par les mécanismes d'analyse des marchés, découlant de l'article 7 de la directive Cadre et de sa transposition en droit français, et visant notamment à recueillir l'avis des autorités de concurrence et la Commission européenne. Sur le fond, ces procédures officielles s'assurent simplement que les raisonnements concurrentiels et techniques utilisés pour segmenter le marché sont légitimes et correctement justifiés.

<sup>1</sup> Sur la base de méthodologies du droit de la concurrence également applicables à la définition des marchés pertinents pour la régulation *ex ante*, comme le rappelle la Commission européenne dans sa recommandation sur les marchés pertinents, et plus particulièrement dans ses lignes directrices sur l'analyse des marchés (2002/C 165/03)



Si l'ARCEP entend effectivement changer le périmètre des marchés pertinents, elle ne peut le faire par cette simple décision de mise en œuvre des obligations de séparation comptable.

Or la nouvelle segmentation du marché proposée par l'ARCEP ne fait ici l'objet d'aucune nouvelle notification formelle de changement de l'analyse de marché, ni de démonstration des trois critères nécessaires à tout changement de périmètre du marché pertinent, ni de définitions précises et argumentées. L'Autorité se base sur des soupçons d'abus de position dominante non étayés ; elle propose ensuite sur un critère de segmentation (le degré de répliquabilité des sites) dont elle ne démontre pas qu'il peut effectivement donner lieu à une segmentation du marché ; elle utilise enfin deux séries de paramètres pour caractériser cette répliquabilité des sites (hauteur et nature des pylônes, et phase de déploiement de la TNT) dont elle ne démontre pas qu'ils sont effectivement pertinents pour caractériser ce critère.

Ce manque de justification est d'autant plus problématique que l'ensemble des éléments nouveaux que l'Autorité évoque succinctement est incohérent avec la précédente analyse des marchés.

Ainsi, à titre d'exemple, le fait désormais reconnu par l'ARCEP que les clients opérateurs de multiplex nationaux peuvent faire jouer la concurrence site à site de façon coordonnée devrait effectivement être examiné plus en détail.

Cela prouve notamment qu'en France, les offres de diffusion de la TNT ne comportent aucune externalité de réseau technique ou commerciale comme cela peut exister dans d'autres pays<sup>2</sup>. Cet état de fait est fondamental et permet l'entrée de concurrents sur le marché sans requérir la possession d'un parc de sites de dimension nationale. Cette concurrence est observée et est unique en Europe.

L'absence d'externalités de réseau remet aussi en cause le 3<sup>e</sup> critère, condition *sine qua non* à toute régulation *ex ante* ou toute segmentation ultérieure d'un marché. En l'absence d'externalités de réseau, rien ne prouve en effet que les autorités de concurrence ne sont pas compétentes pour résoudre seules les éventuels problèmes concurrentiels du marché.

## **B. Le projet de séparation comptable en l'état est disproportionné**

### **1. *Demander des restitutions par segments de marché est disproportionné par rapport à la taille du marché et aux objectifs de l'ARCEP***

L'ARCEP souhaite utiliser la double segmentation des comptes de résultats pour vérifier les obligations de tarifs non excessifs et non prédateurs, dont elle suppose qu'ils peuvent comporter un biais systématique dépendant du degré de répliquabilité des sites.

Or, il apparaît disproportionné de demander une double segmentation des comptes de résultats pour le vérifier.

La grille des deux axes de segmentations proposés conduit en effet à un morcellement des signaux de coûts et de recettes à une échelle statistiquement non pertinente, d'autant moins que le marché total est déjà de petite taille. Le chiffre d'affaire externe de TDF sur l'ensemble des deux marchés amont et aval de la diffusion de la TNT était de [voir chiffres en annexe 1] en 2006. À terme<sup>3</sup>, le marché régulé, celui de l'accueil sur site TNT, ne dépassera vraisemblablement pas une centaine de M€ et le marché aval environ deux cents millions d'euros.

Avec cette double segmentation, l'Autorité demande désormais à TDF de prendre en compte dans sa tarification non plus des coûts nationaux, mais des coûts par segments de marché, ce dont l'entreprise ne dispose pas aujourd'hui.

Or pour obtenir des tarifs en cohérence avec les coûts sur chaque segment, TDF serait contraint de le faire au niveau des croisements des deux paramètres proposés, soit à l'échelle de quelques sites TNT pour chaque croisement.

<sup>2</sup> En Espagne par exemple, où les contrats sont soumis à des appels d'offres nationaux

<sup>3</sup> au terme du déploiement des 5 multiplex TNT actuels sur les 95% de population, comme prévu par la loi



Types de pylônes	Phases définies par le CSA					
	1	2	3	4	5	6
Tour Béton	2	1	2	3	2	
Haubané >170m	6	5	5	5	7	9
Haubané <170m	2	2	3		4	4
Autostable >40m	6	6	9	10	6	6
Autostable <40m				7	1	
<b>Total</b>	16	14	19	25	20	19

**Figure 2 : nombre de sites par croisement des sous-marchés géographiques demandés**

Cette segmentation n'est en aucun cas destinée à vérifier les deux objectifs principaux de la séparation comptable, à savoir vérifier la non-discrimination interne-externe et l'absence de subventions croisées entre analogique et numérique.

Elle vise semble-t-il à permettre à l'ARCEP de vérifier la non-excessivité des tarifs et l'absence d'un biais systématique de tarification entre catégories de sites.

Or cette mission peut être remplie par l'examen direct de la tarification de TDF et ne nécessite pas la mise en place d'un système de comptabilité coûteux et aussi morcelé.

Car pour se conformer aux doubles obligations de non-discrimination (imposée par l'ARCEP dans son analyse des marchés) et de tarifs reflétant la valeur du service (imposé par la Cour d'appel de Paris le 21 mai 2002 en recours à la décision 02-MC-04 du Conseil de la Concurrence), TDF a mis en place une grille de tarification interne nationale basée principalement sur des paramètres techniques liés aux services rendus.

Cette grille de tarification a été transmise à l'Autorité, à sa demande, en novembre 2006, et TDF a répondu à tous les questionnaires que l'ARCEP lui a adressés sur ce point.

Si l'ARCEP entend vérifier l'existence ou l'absence d'un biais éventuel dans la tarification de TDF, elle peut donc le faire en priorité sur l'examen de cette grille de tarification.

Une sur-segmentation de comptes de résultat, d'autant plus imprécis que ces comptes seront fragmentés et réduits à l'échelle de quelques dizaines de k€, paraît donc un moyen disproportionné de remplir une mission qui n'est pas l'objectif principal que l'ARCEP elle-même, le Conseil de la Concurrence et le CSA attendent d'une séparation comptable.

## **2. Une segmentation des signaux de coûts comporte toujours des biais incompatibles avec des demandes de stabilité tarifaire**

Avant toute vérification comptable possible, il est statistiquement improbable que l'application de la grille de tarification de TDF au parc vendu à un instant donné soit en cohérence avec les signaux de coûts de chacun des croisements des deux axes de segmentation.

Ces paramètres n'interviennent en effet pas dans la prestation et la tarification des services, et toute segmentation du marché fondée sur ces paramètres comporte des risques d'aléas statistiques, qui se révèlent incompatibles avec l'observation de signaux de coûts stables, nécessaires à une politique commerciale et un contrôle tarifaire réglementaire. Une segmentation de la sorte ne permettra par exemple pas d'assurer que deux prestations identiques sont tarifées de la même façon à deux endroits différents du territoire.

La segmentation suivant deux axes orthogonaux est par suite disproportionnée, indépendamment du fait que l'un des deux axes (celui des phases de déploiement de la TNT) ne correspond même à aucun paramètre ni des offres, ni des moyens employés, ni du degré de répliquabilité des sites (cf. partie C. ci-dessous).

L'économie d'accueil sur site pour les activités de diffusion repose sur très peu de coûts variables et essentiellement des coûts fixes mutualisés. La valeur d'un coût unitaire n'est donc qu'une variabilisation théorique de ces coûts fixes, essentiellement fonction de toutes les configurations et activités utilisant les mêmes infrastructures. Le périmètre de calcul, pour être stable, doit donc être le plus large possible, et n'a de sens économique ou réglementaire que s'il est relié à un marché.

C'est une dynamique tarifaire appropriée, en fonction de paramètres de services (hauteur, puissance, occupation pylône et bâtiment, etc.), qui permet alors de moduler les prix des prestations de configurations techniques très différentes, charge à l'opérateur de recouvrer globalement ses coûts fixes totaux affectables au marché par l'ensemble des revenus de ce marché.

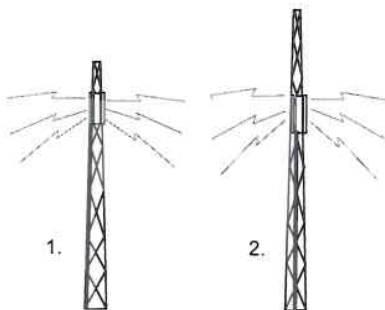


Segmenter un marché pour calculer sur ces segments un coût moyen différent, et établir par la suite des tarifs différenciés, ne répond donc à aucune logique économique, dans la mesure où la différence obtenue est largement due à des différences statistiques (parfois temporaires) de mutualisation ou de coûts propres de l'opérateur, et n'a aucun lien ni avec les statistiques de mutualisation de ses concurrents, ni avec les caractéristiques des services vendus sur le marché.

## 2.1. Les coûts fixes varient d'un site à l'autre indépendamment du service rendu

Premièrement, les coûts fixes comptables sont variables d'un site à l'autre et dépendent de nombreux facteurs qui n'ont aucun lien avec le service rendu et ne sont donc pas pris en compte dans la formation des tarifs :

- écart entre les durées de vie réelles et comptables des actifs sur chaque site ;
- certaines spécificités historiques propre à chaque site ayant des impacts sur les coûts, mais qui ne sont pas prises en compte dans les tarifs : configuration des infrastructures sur le site, zone de vent, période durant laquelle certains travaux sont impossibles sur certains sites, contrainte ABF<sup>4</sup>, autre contrainte spécifique ayant un impact sur la nature des travaux à réaliser, etc. ;
- certaines caractéristiques des infrastructures ayant un impact sur les coûts, mais qui ne sont pas prises en compte dans la formation des tarifs : pylône haubané, autostable ;
- en fonction de l'état du site et de ses infrastructures, les travaux nécessaires pour un projet similaires peuvent être très différents (par exemple, une extension bâtiment de 100 m<sup>2</sup> ou le renouvellement d'un pylône de 150 m)

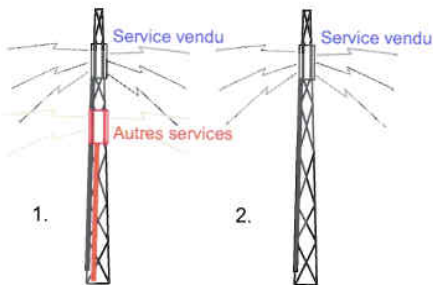


**Figure 3 : deux services strictement identiques sont diffusés à partir de sites de caractéristiques différentes, dont les coûts sont différents**

Si les coûts fixes locaux sont respectivement  $c_1$  et  $c_2$ , avec  $c_1 < c_2$ , et le coût moyen global  $\bar{c} = \frac{c_1 + c_2}{2}$ , alors les coûts attribués aux services vendus seront  $c_1 < \bar{c} < c_2$

## 2.2. L'allocation des coûts dépend de paramètres très variables d'un site à l'autre, mais indépendants du service rendu

Il s'agit par exemple du niveau de mutualisation propre des sites ou des antennes avec d'autres services.



**Figure 4 : deux services identiques sont diffusés à partir de sites identiques, mais où les mutualisations avec d'autres services sont très différentes**

En supposant les facteurs de mutualisation de 2 et de 1 (en moyenne globale 1,5) et  $c$  les coûts des infrastructures unitaires, les coûts attribués à chaque service :  $c_1 = \frac{c}{2}$ ,  $c_2 = c$  pour une allocation par site et  $\bar{c} = \frac{2}{3}c$  pour une allocation nationale.

Or l'implantation de ces autres services n'a aucune raison de suivre les mêmes logiques géographiques que celles de la TNT.

L'observation des taux de mutualisation, et par suite des coûts alloués, serait par ailleurs très dépendant des parts de marchés site localement gagnées en TNT par TDF et conduirait au paradoxe

<sup>4</sup> Architectes des Bâtiments de France

qu'un site sur lequel TDF aura perdu des services, où son taux de mutualisation diminuera donc, affichera un coût unitaire bien supérieur au tarif national. Pour autant, on ne pourra en déduire que TDF a pratiqué la prédation et exclu du marché des concurrents, puisque ce coût élevé traduira au contraire précisément le succès du déploiement d'offres d'infrastructures alternatives.

Le calcul de coûts des services sur des périmètres restreints est donc sujet à des aléas, qui sont fonction de paramètres indépendants des paramètres de tarification. L'observation d'un tel signal de coût, autrement qu'au niveau global, ne peut donc qu'introduire des incohérences avec toute tarification basée sur des paramètres de service stables.

### 3. Une telle segmentation n'est pas une pratique de l'ARCEP sur les autres marchés régulés français

Ce changement de logique imposé à TDF, résultant d'une redéfinition du périmètre géographique des marchés, est d'autant plus disproportionné qu'il n'a jamais été imposé par l'ARCEP à d'autres marchés régulés, de taille pourtant très supérieure, et aux caractéristiques pourtant parfois similaires. Quand l'Autorité a défini des comptes de résultat (c'est-à-dire qu'elle a mis en regard des signaux de coût et de revenus et indiqué que leur comparaison pourraient être interprétés comme des abus anticoncurrentiels), elle l'a ainsi toujours fait sur le périmètre des marchés pertinents définis dans ses analyses de marché et justifiés en tant que tel.

Or le marché des offres de gros de TDF ne connaît aucune particularité qui appelle un traitement différencié des autres marchés de communications électroniques.

À titre d'exemple, les coûts d'accès au réseau fixe sont extrêmement hétérogènes en fonction des zones géographiques, notamment de la densité de l'habitat. Cette hétérogénéité conduirait, si l'abonnement téléphonique de France Télécom devait être orienté vers les coûts locaux, à des tarifs d'abonnement de quelques euros dans des zones denses, à quelques dizaines d'euros par mois dans les zones les moins denses de la population.

Par définition même, un tarif national de l'abonnement téléphonique divise donc le territoire métropolitain en deux parties : les zones où il est largement supérieur aux coûts moyens locaux de fourniture du service et les zones où il est largement inférieur à ce coût moyen local.

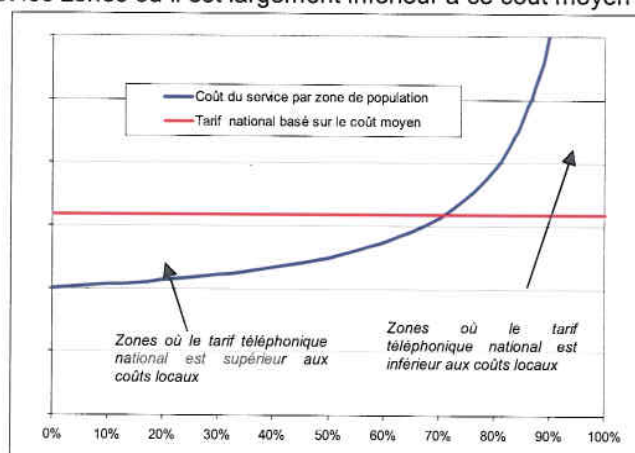


Figure 5 : exemple schématique du tarif de l'abonnement téléphonique et des coûts de fourniture variables géographiquement : subventions croisées abusives ?

Pour poursuivre la comparaison, la variation de ces coûts d'accès pourra être considérée comme un paramètre jouant une influence certaine sur le degré de concurrence en infrastructure des concurrents de l'opérateur historique, infrastructure pouvant ensuite servir au déploiement d'autres services innovant.

Et alors que la concurrence et les décisions d'investissement dans les sites se font site par site, comme le note l'ARCEP, les investissements dans les réseaux d'accès ou de collecte fixes se font aussi à un niveau local, probablement au niveau d'ensembles de répartiteurs.



Or jamais l'ARCEP, qui affiche sa volonté de voir apparaître des investissements alternatifs dans les réseaux fixes, n'a considéré que la dimension nationale du marché et des tarifs de la téléphonie revenaient à des subventions croisées abusives au regard de la variabilité géographique des coûts. Au contraire, France Télécom est contrainte de pratiquer un tarif d'abonnement téléphonique national et l'Autorité lui impose même un tarif du dégroupage national.

Pourtant, le degré de concurrence sur les investissements des réseaux locaux fixes est bien moindre que celui, plus diversifié, des investissements dans les infrastructures hertziennes (diffusion TV, radio, réseaux mobiles télécom, etc.).

Le montant minimal des investissements nécessaires à l'entrée sur le marché pour un seul site hertzien, même de grande taille, est largement inférieur à celui de constitution du moindre réseau de collecte, sans même mentionner le coût des réseaux d'accès.

Par suite, et plus directement comparables aux offres de TDF quant à l'hétérogénéité des prestations fournies sur un même marché, les services de liaisons louées sont aussi des services utilisant des boucles locales, plus ou moins mutualisées avec d'autres services. Leurs coûts varient donc fortement en fonction de la densité de population dans chaque zone, mais aussi de la mutualisation avec d'autres services des fourreaux ou des portions de réseaux.

Pourtant là encore, jamais l'Autorité n'a imposé à France Télécom une segmentation géographique. Au contraire, les tarifs de détail des liaisons louées numériques ne dépendent que de paramètres de service (principalement la distance et le débit) et l'Autorité a toujours approuvé, dans le catalogue d'interconnexion de France Télécom, les tarifs des liaisons louées qui dépendaient là aussi des mêmes critères de services (débit, longueur, etc.), indépendants de toute variation locale des coûts correspondants.

#### **4. Un dispositif disproportionné par rapport aux régulations du segment terrestre du marché 18 à l'étranger**

Plus spécifiquement sur les segments de marché de la diffusion terrestre (et notamment celui de la TNT) en Europe, l'état des lieux de la régulation montre la disproportion des mesures proposées par l'ARCEP.

En Espagne, où Abertis est l'opérateur historique avec 100% de parts de marché TNT nationale en diffusion et hébergement site, où les contrats se négocient par appels d'offre nationaux et où la CMT a imposé une orientation vers les coûts des offres d'hébergement, le régulateur espagnol a défini un marché de périmètre national. En conséquence, dans sa décision MTZ 2007/298 du 14 juin 2007<sup>5</sup>, il approuve un système de séparation comptable et de comptabilisation des coûts d'Abertis où les comptes de résultats (« *cuenta de márgenes* », qui regroupent les coûts et les revenus) sont bien effectués au niveau national, même s'il existe, en interne au système, des fiches de coûts par catégories de sites, pour l'allocation des seuls coûts.

Au Royaume-Uni, où Arqiva et National Grid Wireless (NGW), aujourd'hui détenus par le même actionnaire, totalisent 100% de part de marché dans la diffusion de la TNT et sont régulés pour leur accueil sur site mutuel, l'Ofcom a retiré en 2005 leurs obligations de séparation comptable sur l'analogique et n'a pas décidé de leur imposer les mêmes sur le numérique, se réservant la possibilité de vérifier le respect des obligations tarifaires de façon *ex post* et précisant que « *Given that digital terrestrial transmission has hitherto not been subject to any regulation, to impose a new requirement for fully separated accounts on that part of the providers' businesses would be neither proportionate nor compatible with light touch regulation.* »<sup>6</sup>

En Allemagne, la télévision terrestre n'est régulée sur aucun des marchés, numérique ou analogique, amonts ou aval.

Pour le seul segment terrestre régulé, à savoir la transmission des signaux des radio FM, le régulateur allemand n'a imposé aucune obligation de contrôle tarifaire ou de séparation comptable à T-System, estimant<sup>7</sup> qu'un contrôle tarifaire serait disproportionné pour résoudre les problèmes de non-

<sup>5</sup> *Resolución sobre el sistema de contabilidad de costes nacional de Abertis Telecom, s.a.u.*  
[http://www.cmt.es/cmt\\_ptl\\_ext/SelectOption.do?tipo=pdf&detalles=090027198004cb3c&nav=busqueda\\_resoluciones&hcomboAnio=2007&hcomboMes=6&categoria=todas](http://www.cmt.es/cmt_ptl_ext/SelectOption.do?tipo=pdf&detalles=090027198004cb3c&nav=busqueda_resoluciones&hcomboAnio=2007&hcomboMes=6&categoria=todas)

<sup>6</sup> *Broadcasting transmission services: a review of the market*, Ofcom, cf.  
[http://www.ofcom.org.uk/consult/condocs/bcast\\_trans\\_serv/](http://www.ofcom.org.uk/consult/condocs/bcast_trans_serv/)

<sup>7</sup> Dans sa décision sur les remèdes <http://www.bundesnetzagentur.de/media/archive/7738.pdf>



discrimination, que les abus tarifaires de T-System ne sont pas démontrés et que, même si elle en était capable, BNetzA n'aurait aucune raison de donner un signal concurrentiel de prix en lieu et place de la concurrence, même quand elle n'est pas effective.

En Finlande, où Digita dispose d'une part de marché de 100% de diffusion en TNT et est aussi opérateur de multiplexe, le marché régulé est concrètement celui de la fourniture de capacité sur le multiplexe (où l'opérateur doit faire droit aux demandes de capacité). Digita est soumis à une séparation comptable, dont les seuls états de restitution demandés sont deux comptes de résultat nationaux agrégés, l'un pour l'ensemble des activités régulées et l'autre pour l'ensemble des autres activités (cf. annexe 1 couverte par le secret des affaires).

En Italie, où les deux opérateurs majoritaires de diffusion sont la RAI et MediaSet, les deux principaux groupes audiovisuels respectivement publics et privés, verticalement intégrés, le marché de la TNT n'est plus régulé depuis 2006.

En Hongrie, la TNT ne sera pas régulée *ex ante*. Elle fera l'objet d'une attribution de licence de multiplex au niveau nation par appel d'offre.

Pour la télévision analogique et la radio FM, où le régulateur NHH a proposé en novembre 2007 la régulation d'Antenna Hungária, jugé dominant sur le marché des prestations de diffusion de télévision analogique et de radio, les restitutions sont demandées sur un périmètre national.

En Autriche, la TNT n'est pas régulée *ex ante*. ORF, qui est un éditeur dominant verticalement intégré, également dominant sur le marché des prestations techniques de diffusion, s'est vue attribuer les licences nationales de multiplex.

En ce qui concerne la télévision analogique et la radio FM, où le régulateur a constaté une répliquabilité variable des sites d'ORF en fonction des catégories de sites, la séparation comptable n'exige pas, à notre connaissance, d'états de restitutions à un degré plus détaillé que le périmètre national.

Pays	Marché TNT régulé	Périmètre du marché	Séparation comptable : périmètre des comptes de résultat
Espagne	Accueil sur site	national	national
Allemagne	Pas de régulation <i>ex ante</i> des marchés de la TNT		<i>pas de séparation comptable pour les activités radio régulées</i>
Royaume-Uni	Accueil sur site	national	<i>plus de séparation comptable depuis 2005<sup>8</sup></i>
Finlande	Capacité numérique sur un multiplex	national	national, un seul compte pour l'ensemble des activités régulées
Pologne	<i>Pas de TNT en Pologne<sup>9</sup></i>		
Italie	<i>Les marchés de la TNT ne sont plus régulés depuis 2006</i>		
Autriche	Pas de régulation <i>ex ante</i> des marchés de la TNT		<i>(périmètre national des comptes de résultat pour la FM et l'analogique)</i>
Hongrie	Pas de régulation <i>ex ante</i> des marchés de la TNT		<i>(proposition d'un périmètre national des comptes de résultat pour la FM et l'analogique)</i>

**Figure 6 : la plupart des marchés européens de la TNT ne sont pas régulés ou, s'ils le sont, n'ont pas de telles segmentations géographiques**

La segmentation géographique que propose l'ARCEP est donc sans précédent, si l'on en juge la pratique des régulateurs européens des principaux pays de l'Union.

Plus généralement, l'application extrêmement incohérente des obligations réglementaires (allant bien au-delà des simples différences de structure de marché) amène TDF à s'interroger sur la légitimité d'une régulation pays par pays du segment terrestre du marché 18 sans consultation au niveau européen. Ceci d'autant plus que le marché 18 ne fait plus partie des marchés *a priori* pertinents pour une régulation *ex ante*.

## **5. Les obligations de publication désavantagent le groupe TDF au niveau français et européen**

Du fait de la structure de la plupart des principaux marchés nationaux européens, le segment de marché de la diffusion TNT en France est l'un des seuls où l'entrée est non seulement possible, mais

<sup>8</sup> L'Ofcom se réserve la possibilité de vérifier *ex post* les obligations d'orientation vers les coûts

<sup>9</sup> Séparation comptable pour l'accueil sur site TV analogique pas encore définie



réelle, y compris pour de nouveaux opérateurs sans infrastructure site existante : les contrats de diffusion se font site à site, les licences de multiplex n'ont pas été attribuées à un seul opérateur de diffusion. Quant à l'existence, avant la régulation *ex ante*, d'offres d'accès fonctionnelles aux sites de TDF, elle permet aux opérateurs alternatifs d'obtenir à chaque appel d'offre, de façon stable depuis la phase 5 de déploiement de la TNT, 40% de parts de marché, qu'ils proposent ou non des sites propres.

Pourtant, la France, qui est l'un des seuls pays européens où la concurrence existe au sein du segment terrestre de la diffusion TNT, est aussi l'un des seuls pays où ce segment est régulé *ex ante*.

Cette situation dissymétrique, qui pénalise déjà le groupe TDF, car elle ne lui permet pas de lutter à armes égales sur les autres marchés nationaux, serait encore aggravée si l'ARCEP maintenait dans sa décision ses obligations de publications.

La publication d'informations comptables n'ajoute rien aux outils dont le régulateur a besoin pour remplir ses missions. Au contraire, contrairement aux marchés de masse des télécommunications, le marché des prestations de diffusion audiovisuelle compte un très faible nombre de clients finaux constituant un oligopsonne, caractérisé par un fort contre-pouvoir acheteur, commercial et institutionnel. Ce pouvoir de négociation déjà important du fait de l'organisation, par la régulation de l'audiovisuel, d'appels d'offres coordonnés, serait définitivement accru par la publication d'éléments comptables réutilisables hors de leur contexte, dont il est douteux que la pression commerciale engendrée profite à la concurrence.

L'Autorité elle-même reconnaît les problèmes pouvant résulter de la publication de données de coûts relevant du secret des affaires, et note que :

*« Cette précaution [de respect du secret des affaires], rappelée en particulier dans l'article 5 de la recommandation européenne susvisée, tient à la nature sensible des éléments de coûts, qui, s'il n'y avait pas d'influence significative ni d'imposition d'obligations ex ante particulières, seraient sans nul doute protégés par le secret des affaires.*

*Au regard de ces arguments, l'Autorité estime qu'en l'espèce, étant donné que les mesures de régulation envisagées et mises en oeuvre par l'Autorité se fondent sur une logique de promotion de l'investissement et de développement de la concurrence, la position de TDF est vouée à évoluer. La publicité d'informations relatives à ses offres de gros sur le marché pertinent défini par l'Autorité pourrait alors nuire au respect du secret des affaires de l'entreprise évoluant dans un secteur en concurrence. »*

Or TDF évolue aussi dans des marchés en concurrence, avec comme clients notamment des opérateurs mobiles également régulés, mais exempts de toute obligation de publication de données comptables chiffrées. Une dissymétrie d'information déséquilibrerait fortement les rapports commerciaux sur ces marchés, alors même que ces opérateurs, plus puissants que TDF, se positionnent aussi en concurrents de TDF sur certains segments de marché.

Enfin, les principaux concurrents européens de TDF ne sont pas soumis à des obligations de publication comptables, que ce soit Arqiva et NGW au Royaume-Uni<sup>10</sup>, ou Abertis en Espagne.

Ainsi, les seuls éléments publiés par le régulateur espagnol sont la description générale du système de séparation comptable et de comptabilisation des coûts, qui est reprise dans la décision précitée<sup>11</sup>. Abertis n'a aucune obligation supplémentaire de publication, notamment pas de chiffres d'affaires ou de coûts, qui sont à juste titre considérés comme relevant du secret des affaires.

L'ARCEP demande à TDF de publier des éléments de coûts ou de recettes qui ne sont pas utiles à l'exercice des missions de régulation. Ni les clients mobiles de TDF, ni ses principaux concurrents européens, sur les marchés nationaux desquels le groupe TDF cherche à rentrer, n'ont ces obligations. Cette situation dissymétrique injustifiée serait fortement préjudiciable à TDF si ces concurrents décidaient à leur tour d'entrer sur le marché français.

<sup>10</sup> qui n'ont pas d'obligations de séparation comptable

<sup>11</sup> *Resolución sobre el sistema de contabilidad de costes nacional de Abertis Telecom, s.a.u.*  
[http://www.cmt.es/cmt\\_ptl\\_ext/SelectOption.do?tipo=pdf&detalles=090027198004cb3c&nav=busqueda\\_resoluciones&hcomboAnio=2007&hcomboMes=6&categoria=todas](http://www.cmt.es/cmt_ptl_ext/SelectOption.do?tipo=pdf&detalles=090027198004cb3c&nav=busqueda_resoluciones&hcomboAnio=2007&hcomboMes=6&categoria=todas)

Pour préciser les remarques de TDF sur les éléments à publier :

Libellé	Format de restitution	Transmission	Publication	Remarques de TDF
Description du système de comptabilisation des coûts et description de son périmètre.	Rapport rédigé et documenté	Annuelle	Oui	Les précisions apportées aux p.14 et 24 du projet sont ambiguës. TDF comprend qu'elle doit publier les règles et descriptions des méthodes de retraitement, sans montants de coût.
Description de l'ensemble des retraitements d'information comptable effectués, en particulier s'agissant de ceux relatifs au passage de l'assiette initiale, ressortant de la comptabilité sociale, à l'assiette réglementaire..				
Méthodologies d'allocation et de répartition des masses de coûts	Catalogue des clés de répartition et notes méthodologiques	Annuelle	Oui, hors valeurs des clés	Pas de remarque
Liste des protocoles utilisés par les différentes offres de détail	Liste détaillée	Maintenue à jour en temps réel	Oui, en temps réel	Pas de remarque
Comptes séparés	Compte	Annuelle	Partielle : résultats agrégés	TDF ne souhaite pas publier de données de coûts ou de chiffre d'affaire
1. Hébergement-TNT				
2. DiffHF-TNT				
3. Diffusion TNT aval				
4. Bouclage				
Attestation de conformité	Rapport de l'auditeur	Annuelle	Oui	Pas de remarque
Synthèse du rapport d'audit	Rapport de l'Autorité	Annuelle	Oui	TDF ne souhaite pas que cette synthèse comprenne des éléments de coûts ou de chiffre d'affaires

Figure 7 : récapitulatif des documents que l'ARCEP demande à TDF de publier

### C. La segmentation par phases proposée par l'ARCEP ne répond en tout cas à aucun objectif de régulation

Quand bien même l'ARCEP souhaiterait obtenir des restitutions de coûts plus détaillées pour observer une variation des coûts suivant un caractère de répliquabilité des sites, TDF ne comprend pas en quoi une segmentation suivant les phases de déploiement de la TNT répond à cette problématique.

Les phases de déploiement de la TNT sont des phases résultant de décisions administratives du CSA, définies au fur et à mesure du déploiement, soit après l'élaboration de la logique de construction des tarifs d'accès TNT.

Elles ne correspondent à aucune réalité économique ou technique, et n'ont aucun lien avec le caractère *a priori* plus ou moins facilement répliquable des sites de TDF :

- ni technique : les hauteurs et types de pylônes, les hauteurs de fixation des antennes, les puissances d'émission, varient autant au sein d'une même phase que d'une phase à l'autre :



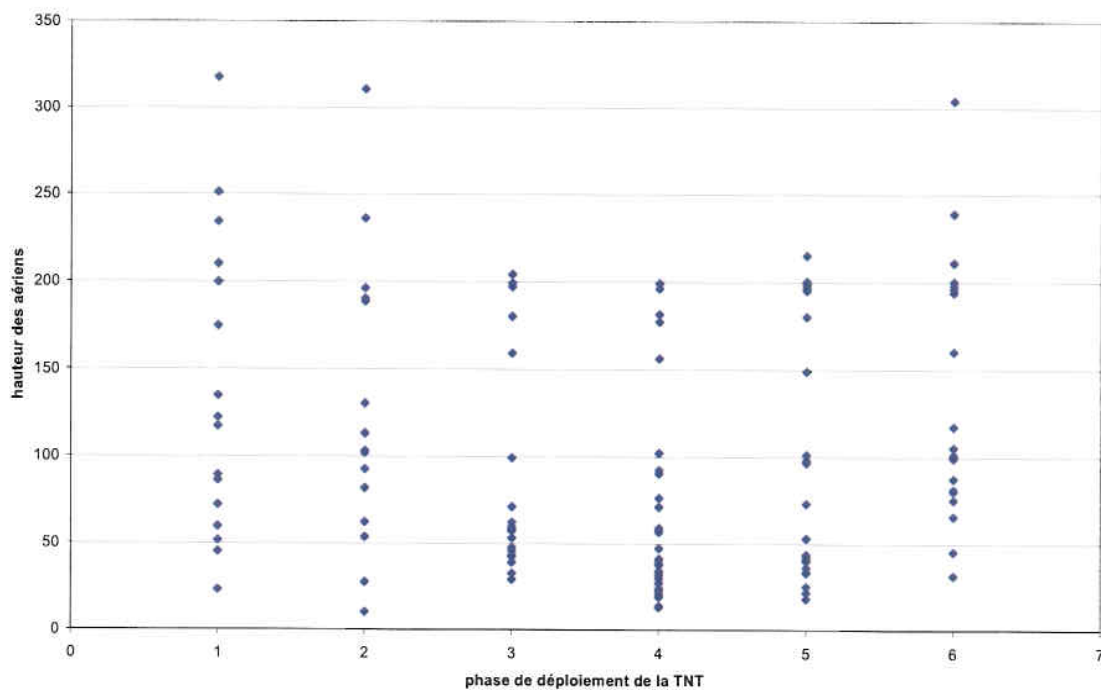


Figure 8 : distribution des hauteurs des aérions diffusant de la TNT pour chaque phase

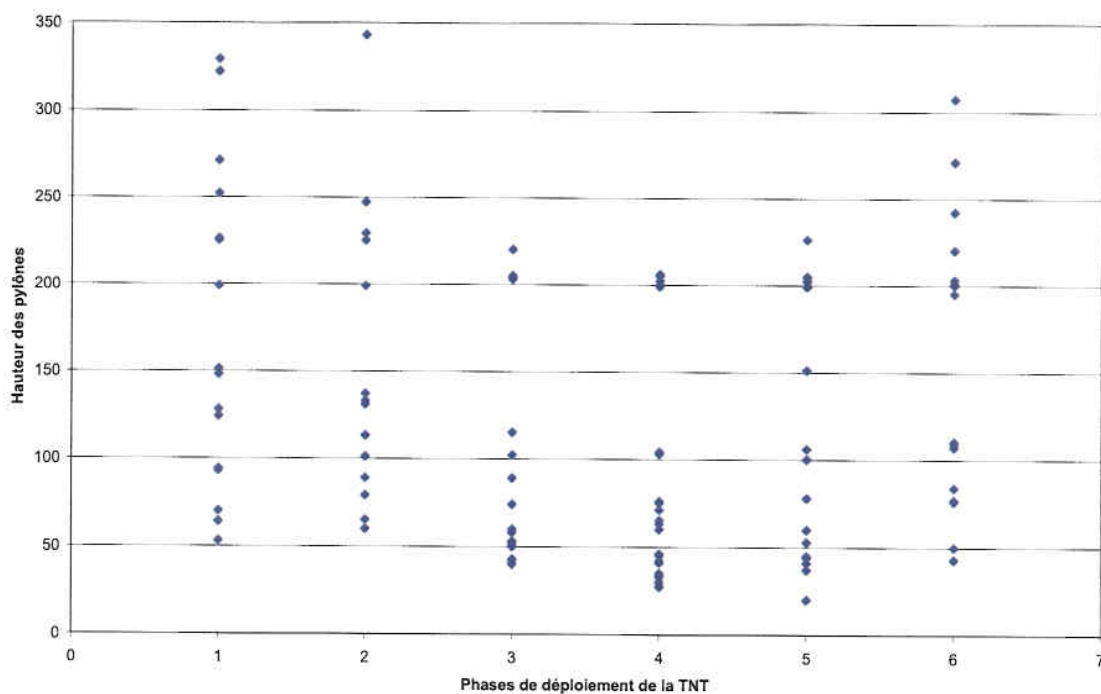


Figure 9 : distribution des hauteurs de pylône pour chaque phase de déploiement de la TNT<sup>12</sup>

<sup>12</sup> La hauteur des aérions n'est pas systématiquement celle des pylônes, le coefficient de corrélation sur les antennes utilisées pour la TNT sur les 6 premières phases étant de 91.7%. Cette corrélation risque de diminuer au fur et à mesure du déploiement de la TNT, les antennes TV du réseau complémentaires n'étant pas forcément sommitales.

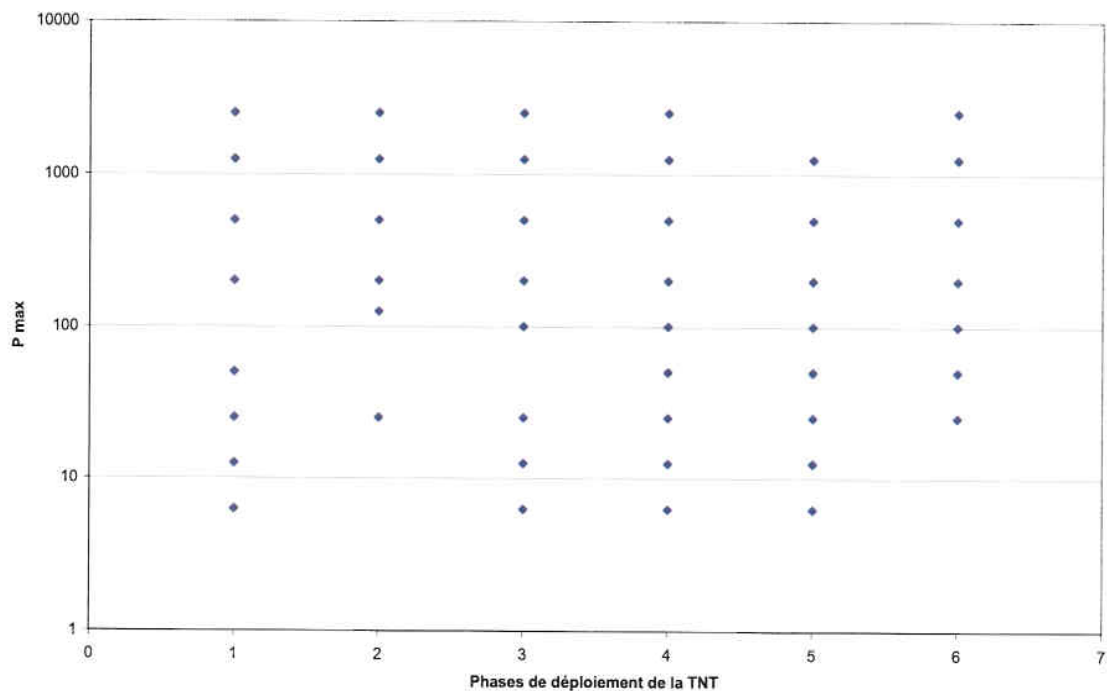


Figure 10 : distribution des puissances d'émission TNT pour chaque phase de déploiement de la TNT<sup>13</sup>

- ni en terme de service : les populations desservies varient autant au sein de chaque phase qu'entre les phases :

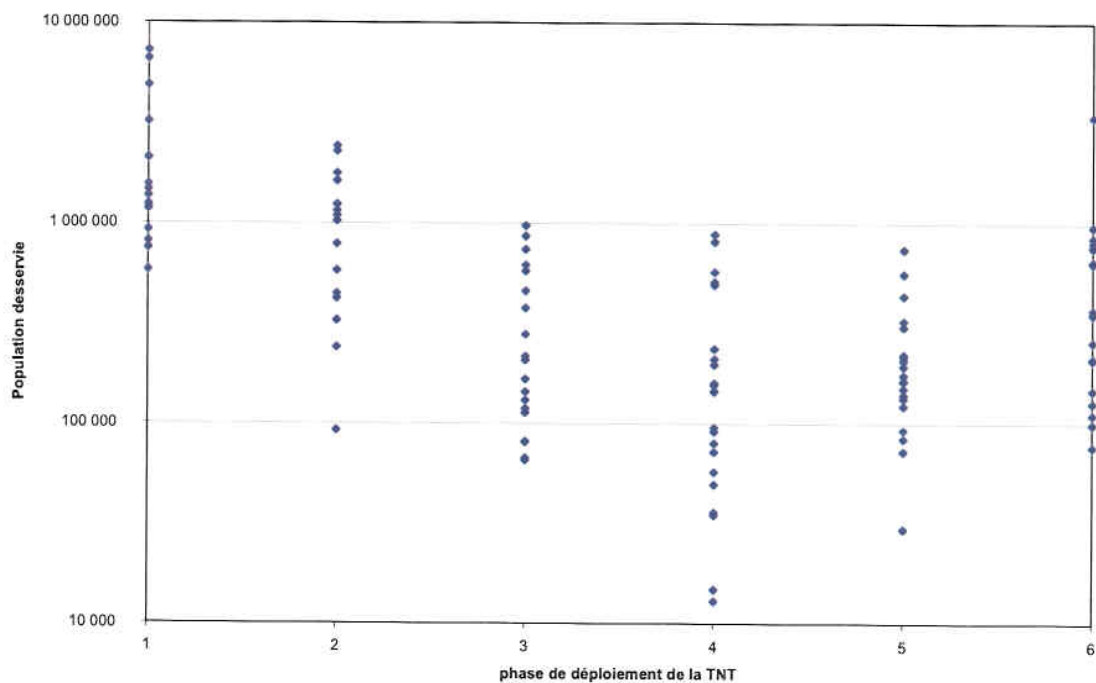


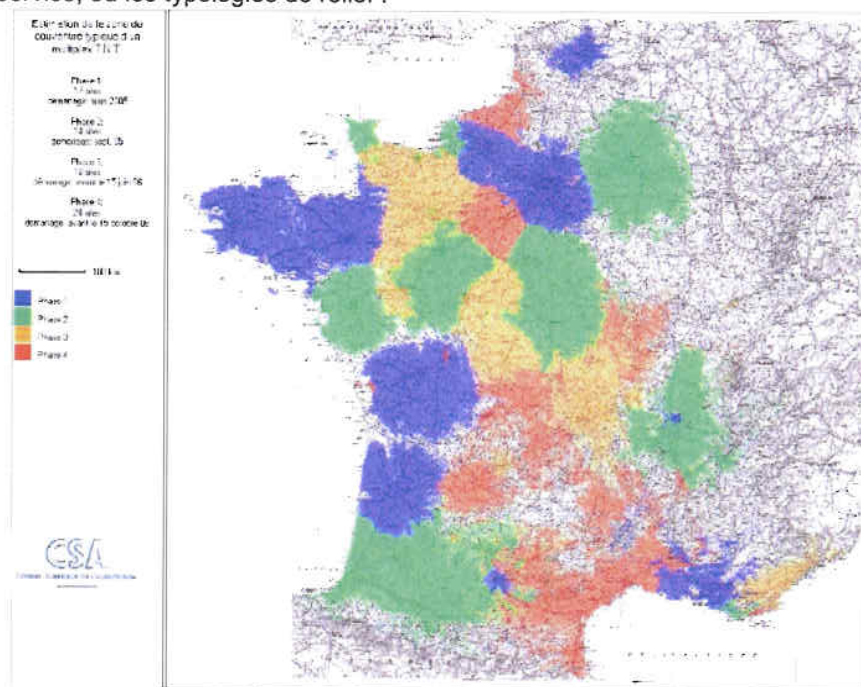
Figure 11 : distribution des populations des zones CSA pour chaque phase de déploiement de la TNT<sup>14</sup>

<sup>13</sup> Échelle logarithmique pour l'axe des ordonnées

<sup>14</sup> Échelle logarithmique pour l'axe des ordonnées



- ni géographique : hormis l'harmonisation des fréquences aux frontières ayant retardé le démarrage des sites du Nord-Est de la France, le découpage en phase du CSA ne suit aucune logique évidente d'implantation géographique ayant un lien avec les coûts, la valeur du service, ou les typologies de relief :



**Figure 12 : répartition géographique des phases définies par le CSA**

Le choix d'un tel axe est donc non seulement disproportionné mais, de plus, ne présente pas de pertinence au regard de l'objectif affiché par l'Autorité de vérifier les éventuelles biais de tarifications entre les « sites peu ou pas reproductibles et des sites plus aisément reproductibles ».

**D. Conclusion : TDF demande à l'ARCEP une mise en œuvre de la séparation comptable plus proportionnée et conforme aux objectifs de régulation édictés en 2006**

En introduisant de nouveaux raisonnements concurrentiels et en définissant des comptes de résultats (états rapprochant des données de coûts et de chiffre d'affaires) par segment géographique, l'Arcep redéfinit implicitement le marché pertinent qu'elle avait défini dans sa décision n° 06-0160 du 6 avril 2006. Une telle segmentation des comptes de résultats n'a de sens que si elle est reliée à des problématiques concurrentielles démontrées, sur le périmètre de marchés pertinents définis à l'issue d'une analyse de marché, comme le rappellent le droit de la concurrence et comme le stipulent les textes réglementaires européens.

**L'Autorité devrait par conséquent limiter ses demandes d'établissement de comptes de résultats (c'est-à-dire d'états rapprochant des données de coûts et de chiffre d'affaires) au périmètre géographique du marché pertinent qu'elle a défini dans sa décision n° 06-0160 du 6 avril 2006, c'est-à-dire le périmètre national.**

En tout état de cause, les phases de déploiement de la TNT résultent de décisions administratives du CSA et n'ont aucun rapport avec le caractère plus ou moins répliquable des sites de TDF, objectif mis en avant par l'Autorité pour expliquer sa demande d'établissement de comptes de résultats par segment géographique.

De plus, aussi utile que puisse être un système de séparation comptable et de comptabilisation des coûts, un tel outil de mesure ne constitue qu'une modélisation à partir de données comptables. Même réalisé suivant toutes les bonnes pratiques, il convient de ne pas oublier les biais intrinsèques que comporte un tel outil. Aussi une segmentation trop poussée, en donnant l'illusion d'apporter plus de détail, peut tout simplement augmenter l'erreur de mesure. Or, le projet de décision prévoit déjà une vingtaine de fiches de restitutions, comportant jusqu'à environ 500 croisements et éléments de coûts pour certaines fiches. L'élaboration d'états de coûts comprenant un tel niveau de détail peut se comprendre. A contrario, l'introduction d'une segmentation géographique par phase, sans aucun rapport avec le caractère plus ou moins répliquable des sites de TDF, ni avec les caractéristiques techniques des moyens mis en œuvre et la formation des coûts, est disproportionnée. **L'Autorité devrait donc a minima limiter sa demande d'établissement de fiche par segment géographique au seul état défini par type et hauteur de pylône et uniquement à la production des données de coûts.**

Par ailleurs, TDF comprend le souhait de l'Autorité de disposer de signaux de coûts avec un niveau de détail suffisant pour répondre aux objectifs qu'elle a défini dans son analyse de marché mais demande à celle-ci de prendre en compte le caractère particulièrement sensible et confidentiel de toute donnée de coûts et de chiffre d'affaires. Or, la demande de publication de comptes de résultats agrégés est disproportionnée et préjudiciable à l'entreprise. En particulier, dans la mesure où aucun autre principal concurrent européen de TDF, et aucun autre client mobile régulé français, n'est soumis à des obligations de publication de données de coûts ou de chiffres d'affaires, l'imposer à TDF désavantage le groupe, sans répondre à un but réglementaire. Ce d'autant plus que le marché français de la diffusion de la TNT est bien plus ouvert à la concurrence que dans les principaux autres pays européens.

**Ainsi, TDF demande à l'Autorité de préserver le secret des affaires et ne pas défavoriser le groupe TDF par une dissymétrie de traitement avec ses clients français et ses homologues et concurrents européens en limitant sa demande de publication à :**

- la description du système de comptabilisation des coûts, des retraitements d'information comptable et des méthodologies d'allocation (description des règles de modélisation, sans publication d'éléments chiffrés),
- la liste des protocoles utilisés par les différentes offres de détail,
- l'attestation de conformité.

Enfin, TDF apporte quelques observations complémentaires en annexe 2 du présent document.

TDF remercie l'Autorité pour l'attention qu'elle apportera aux observations formulées et se tient à la disposition de l'Autorité si nécessaire.



**Annexe 1 : éléments des données couvertes par le secret des affaires**

## **Annexe 2 : coquilles relevées dans le projet de l'Autorité et remarques diverses**

### ***Coquilles et remarque sur la liste des prestations techniques***

- p. 22 : dans la liste des prestations techniques, il ne semble pas judicieux à TDF de dissocier l'hébergement pylône des *antennes* de l'hébergement pylône des *feeders*.
- p. 30 : dans le schéma repris tel quel de la décision de séparation comptable de France Télécom, la mention « coûts historiques » doit être adaptée au cas de TDF et remplacée par « coûts de remplacements en filière », conformément à la décision de l'ARCEP de retenir les coûts de remplacement en filière comme méthode de valorisation des coûts réglementaires (p. 15 du projet de décision), et conformément au tableau détaillé de réconciliation p.36.
- p. 49 : les différentes fiches figurant en annexe sont cohérentes avec la liste des éléments de réseau établie par l'Arcep p.18 de son projet de décision à l'exception de la fiche 2 TNT figurant p. 49 : les items « contrôle d'accès » et « appareils de mesures » ne figurent pas dans la liste des éléments de réseau et devraient être supprimés.

### ***Remarque sur la divergence de méthode entre la demande d'unités d'œuvres moyennes et l'allocation des coûts dans des activités de diffusion***

L'Autorité indique page 20 de son projet de décision que les « *fiches [2-TNT, 2-TAT et 2-Bouclage] ne font pas apparaître de coûts unitaires* » poursuivant « *Il est donc apparu nécessaire de créer une fiche (fiche 2-Volumes) pour faire apparaître le volume de chaque équipement et infrastructures selon l'unité d'œuvre la plus appropriée.* »

Par ailleurs, l'Autorité précise que « *les clés d'allocation doivent respecter le principe de causalité* ». TDF souscrit aux principes d'allocation des coûts proposés par l'Autorité, en cohérence avec les bonnes pratiques comptables. Il importe notamment qu'un système de comptabilité réglementaire permette à TDF d'allouer les coûts en fonction des clefs d'allocations pertinentes d'un point de vue économique et technique.

En s'inspirant des logiques d'unités d'œuvre adaptées à des réseaux télécom, et en demandant à TDF d'afficher dans la fiche 2-Volume des volumes d'« unités d'œuvres appropriées », l'Autorité utilise néanmoins une simplification peu adaptée à l'économie des offres de radiodiffusion.

Il est important de rappeler en effet que la légitimité de l'utilisation des coûts moyens unitaires par unité d'œuvre repose sur l'hypothèse que la fonction de coût peut être correctement approchée par la linéarisation de sa projection suivant une seule dimension : celle utilisée pour l'unité d'œuvre.

Cette approximation ne peut être pertinente sans les conditions nécessaires suivantes :

- i. la moyenne est effectuée sur un parc suffisamment homogène (où l'observation d'un coût moyen a un sens) ;
- ii. il est conforme aux bonnes pratiques d'utiliser l'unité d'œuvre proposée comme seul inducteur de coût (sans la combiner avec d'autres) ;
- iii. la fonction de coût et la fonction d'allocation sont des fonctions linéaires de la dimension utilisée comme unité d'œuvre.

Une catégorisation adéquate des actifs pourrait théoriquement permettre de s'affranchir du premier critère en créant des catégories homogènes, sur lesquelles peuvent d'ailleurs s'effectuer, à un stade intermédiaire du modèle, les allocations de coûts des seuls actifs en question.

Mais l'utilisation d'unités d'œuvre moyenne est par exemple incompatible avec des allocations économiques (de type Shapley ou autre), utilisant des fonctions de coût isolé non linéaires.



De façon très concrète, à titre d'exemple, l'allocation rigoureuse des coûts d'un pylône ne peut être réduite à l'application d'une unité d'œuvre, comme le précise d'ailleurs l'Autorité : « *s'agissant de l'allocation des coûts de pylônes... il est nécessaire de prendre en compte à la fois la hauteur de fixation des panneaux d'antenne et l'importance de la prise au vent de ceux-ci* »..

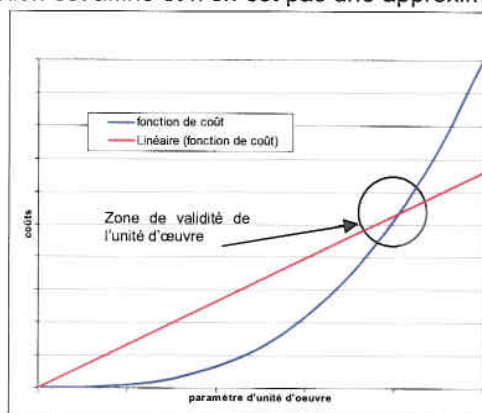
Les inducteurs de coûts identifiables pour allouer les coûts d'un pylône sont en effet la charge résultant de la prise au vent des systèmes antennaires supportés par le pylône, qui dépend principalement de la hauteur de fixation et de la surface de prise au vent des éléments composant ces systèmes antennaires.

L'unité de mesure de volumétrie proposée par l'Autorité pour ce type d'actifs (la hauteur des pylônes) constitue certes l'un des inducteurs du coût total du pylône, mais ne constitue en rien un inducteur pertinent d'allocation des coûts du pylône entre les différents systèmes antennaires supportés par ce pylône.

Enfin, quand bien même tous les biais précédents seraient délibérément ignorés, la fonction de coût isolée d'un pylône étant tout sauf linéaire, l'application d'une unité d'œuvre linéaire ne pourra constituer un signal pertinent.

Ceci pourrait être ignoré s'il existait une « configuration type », permettant de travailler avec ce coût moyen, au proche voisinage duquel l'unité d'œuvre serait applicable. C'est sous cette hypothèse que cette méthode est jugée pertinente pour les activités de réseaux portant sur des objets homogènes (ex : des minutes de communications ou une ligne d'abonné) et des volumes importants.

Mais dès qu'on s'éloigne de cette configuration moyenne, l'approximation est d'autant moins utilisable que la linéarisation de la fonction est affine et n'en est pas une approximation locale.



**Figure 13 : l'utilisation d'une unité d'œuvre est impropre quand les fonctions de coûts ne sont pas linéaires et sont utilisées sur un domaine de définition dépassant le strict voisinage de la configuration moyenne**

Or les offres de radiodiffusion sont très hétérogènes. Ainsi, à titre d'exemple, pour la seule phase 1 de déploiement de la TNT, la gamme des hauteurs des antennes diffusant la TNT allait de 23 m à 316 m.

Cette différence intrinsèque qui existe entre des méthodes d'allocations par unité d'œuvre et des méthodes d'allocations suivant des principes de causalité ont pour conséquence que toute utilisation extra comptable des unités d'œuvre hors de la zone moyenne de calcul de celles-ci risque de donner des résultats différents des fiches de coûts correspondantes en sortie du modèle.